



« C'est à cause de la crise... »

Le président de la République, le gouvernement, le patronat disent, bien sûr, que la cause des licenciements, de la baisse des salaires, de la précarisation, de la RGPP, de la suppression des postes, voire des atteintes aux libertés, tout ça, c'est à cause de la crise.

Mais on entend également des salariés, des usagers des services publics, des honnêtes gens, dire la même chose.

Cette confusion, car c'est le symptôme d'une confusion politique : prendre l'effet pour la cause, doit être un souci majeur de notre organisation syndicale. Il faut répondre aux questions qui ne sont pas assez posées : pourquoi nous en sommes là, quelles sont les raisons qui ont permis aux dirigeants de notre pays de déterminer et pratiquer une politique aussi antisociale, aussi favorable aux riches, aussi inégalitaire, aussi destructrice des conquêtes sociales, aussi périlleuse pour les libertés ?

Responsabilité syndicale ? Oui, bien sûr : il s'agit de défendre les intérêts individuels et collectifs des salariés, leurs conditions de travail, de rémunération, d'organisation, de protection sociale, de formation, de soins, de loisirs, etc...

Mais la détermination d'une telle politique gouvernementale est aussi éminemment politique, c'est-à-dire relevant de la responsabilité des organisations politiques.

C'est là que gît la double difficulté :

- d'une part, ne pas confondre ce qui relève du syndical et ce qui relève du politique. On adhère à un syndicat pour défendre ses intérêts individuels et collectifs de salarié.
- d'autre part, mener les luttes syndicales en sachant qu'il existe une politique alternative qui prendra en compte les exigences des salariés. On adhère à un parti politique pour dire quelles forces politiques dirigeront la société.

C'est cette problématique sous-jacente qui structure la lutte syndicale en France et qui marque profondément la stratégie engagée le 5 janvier avec la signature de la plateforme unitaire par les huit organisations syndicales.

Un paysage syndical en pleine évolution

Notre pays se caractérise par une syndicalisation faible, un émiettement syndical, un faible taux de syndicalisation, une participation faible, parfois très faible, aux élections professionnelles : le taux d'abstention aux élections prud'homales a été de 74,5 %. La situation est moins mauvaise dans la fonction publique.

De façon générale, les salariés font confiance aux organisations syndicales. Il existe enfin chez nous un courant syndical de transformation sociale fort, dont la FSU est un des ruisseaux.

Une autre caractéristique historique de notre syndicalisme, par rapport à d'autres (Belgique, Allemagne, Scandinavie), est sa faiblesse structurelle en matière de mobilisation coordonnée des travailleurs : séparation d'avec la mutualité (voir a contrario l'histoire de la FEN et de la galaxie MGEN, MAIF et autres structures mutualistes : tout ça est en train d'évoluer rapidement), séparation d'avec les organismes de protection sociale, etc. Les organisations syndicales françaises n'ont pas ou n'ont plus les moyens militants de « capturer » des adhérents, pas les moyens militants de construire une grève de manière volontariste, pas les moyens matériels de la tenir : pas de caisse de grève.

Dans le même temps, la pratique des pactes sociaux qui fonctionnait dans le système antérieur au « capitalisme libéral » ne fonctionne plus : le nouveau mode de production et d'encadrement social ne laisse aucune place au compromis social. Les riches et le patronat se radicalisent, et les contreparties sociales à la logique de l'exploitation disparaissent, au profit d'une voracité indécente des possédants, de l'accélération sensible du vol de la plus-value.

L'expérience unitaire et victorieuse de la lutte contre le CPE, les contradictions internes que font éclater les profits indécents, la crise structurelle du système, ont conduit les organisations, après de longues séquences d'empilement des journées d'action dispersées et sans contenu commun, à construire la stratégie de la plateforme commune du 5 janvier.

Le problème qui se pose dorénavant est la démarche contraignante que constitue le maintien de cette intersyndicale, au fil des trop rares actions qu'elle engage : 19 janvier, 29 mars, 1^{er} mai.

C'est évidemment une démarche de compromis, qui impose des prises de position de bas niveau.

Une autre démarche, une autre stratégie sont-elles possibles ?

Il est toujours possible d'exprimer plus de radicalité. Quelle issue concrète peut-on espérer construire à partir d'une démarche minoritaire ?

Nous retrouvons ici la deuxième difficulté soulignée plus haut : le débouché politique, l'alternative qui prendrait en compte les exigences de changement réel.

Les difficultés de la construction de cette alternative politique, les conflits que cette construction entraîne au sein même des forces politiques de changement ont des répercussions sur l'engagement syndical dans une lutte de fond.

L'hésitation qui persiste au sein du principal parti d'alternance entre la rupture avec le « modèle libéral », une véritable politique alternative qui se dégage des préconisations de l'OCDE et de la banque mondiale, et la poursuite de l'alignement sur cette ligne « européenne » de défaite du mouvement ouvrier, marque profondément la radicalité des luttes syndicales.

Pour aller au bout du raisonnement, pousser l'épreuve de force syndicale jusqu'à la grève générale, c'est risquer d'entrer dans une logique de délégitimation du pouvoir politique, et de faire de l'intersyndicale une opposition politique au gouvernement. Si, **de fait**, la logique de la mise en œuvre de la plateforme met en cause la politique économique et sociale du président de la République, les

organisations syndicales sont loin d'être prêtes ensemble à assumer ce rôle politique qu'elles jugent extérieur à leur fonction. Elles ne constatent pas (litote) l'existence d'organisation politique suffisamment représentative pour assumer ce rôle, constitutionnellement dévolu aux organisations politiques.

Même si la FSU, qui a inscrit la transformation sociale dans ses statuts, milite dans les réunions interprofessionnelles pour des actions de grève et de rassemblement plus suivies et plus liées, inscrites dans un calendrier d'actions progressives, les organisations, et chacune des principales organisations, refusent ce qui constituerait une **crise politique** : le franchissement de frontières stabilisées entre l'ordre d'activité syndicale et l'ordre d'activité politique. Elles sont contraintes, dans cette logique, de jouer le jeu du dialogue social que le gouvernement fait semblant de jouer. Elles maintiennent une pression suffisamment forte sur le gouvernement et le patronat pour les contraindre à négocier véritablement. Mais elles laissent suffisamment d'espace pour éviter toute dynamique de débordement. C'est ce qui explique la longueur des délais entre les journées d'action. C'est dans ce contexte que l'interpro se réunit demain 4 mai.

Il faut ajouter à ces éléments la loi du 20 août 2008 qui modifie les règles de représentativité, et la signature de la CGT et de la CFDT. Elles vont bouleverser l'équilibre syndical et le faire évoluer rapidement. La FSU est directement concernée par cette évolution qui a été abordée au récent congrès de Perpignan du SNES.

Caractéristique particulière de notre fédération : la difficulté constante, dans ce cadre, de travailler le fédéral, au profit d'une logique solipsiste des syndicats nationaux. On en voit les graves inconvénients dans les luttes actuelles, dont le plus spectaculaire est le débat sur la mastérisation et le plus cruel l'évolution de la lutte dans le supérieur, solitaire et sans réelle solidarité. On peut aussi citer la lutte dans l'enseignement professionnel, la lutte dans la fonction publique territoriale, grands soli dont nous souhaitons tous qu'ils ne soient pas funèbres.

Des enjeux secondaires et pas seulement syndicaux freinent la nécessité de l'action fédérale. Là aussi, notre courant de pensée unitaire a un vaste chantier.

Comment sortir de là ?

Deux hypothèses se présentent :

- on poursuit la stratégie unitaire de la plateforme du 5 janvier
- on casse cet élan en construction, au profit d'un radicalisme moins empreint de compromis...et très minoritaire.

Examinons d'abord la seconde hypothèse : quel est l'espoir d'aboutir concrètement, dans la division syndicale réaffirmée, à une action suffisamment forte pour gagner contre le patronat et contre le gouvernement ?

Si des actions fortes sont organisées dans de plus en plus d'entreprises privées, si la colère des salariés licenciés boursiers se manifeste puissamment, les perspectives de convergence avec des actions partout dans le privé et avec des actions significatives dans le public, ne sont pas réellement perceptibles. Si la qualité de l'unité syndicale ne satisfait pas la majorité des salariés, elle en entraîne une grande partie. Surtout, sa rupture entraînerait des reproches, de la déception, de l'inaction.

La première hypothèse est exigeante : l'union est un combat. On ne peut espérer faire converger que des actions entreprises. On ne peut espérer faire jouer un rôle important de fédération de

transformation sociale à la FSU que si le caractère fédéral de la FSU s'affirme bien davantage. Sinon, nous allons vers un éparpillement de nos forces et la perte de notre identité.

Le travail syndical est un travail collectif, qui doit lutter aussi contre les préférences individuelles. Notre responsabilité unitaire de courant de pensée transversal est de militer, dans le respect des identités professionnelles et la poursuite de la défense au plus près de chaque salarié dans chaque lieu de travail, pour une conception et une pratique plus unitaires du travail syndical. Nous ne serons forts que si nous travaillons, réfléchissons, luttons ensemble.

Ensemble dans la FSU.

Ensemble dans l'intersyndicale en montrant par notre activité propre et par nos propositions d'analyse et d'action l'orientation qui permettra de gagner.

Ensemble au niveau européen. Les patrons et les Etats dont les dirigeants leur sont dévoués travaillent ensemble et gagnent. Quand ils perdent, parfois, c'est que les organisations syndicales ont su s'unir. Il faut qu'ils perdent davantage.

A nous de travailler ensemble et de gagner.

Ça ne sera pas simple. Ça ne sera pas rapide. Il s'agit à la fois d'une reconquête et de l'invention d'un autre monde.

Pouvons-nous abandonner cet espoir ?

U&A FSU 64, le 3 mai 2009

